

DANGER sur nos retraites !

Le Medef fait flèche de tout bois : non content d'imposer l'accord dit « de sécurisation des emplois », qui n'a pour but réel que de défendre ses intérêts, au détriment de ceux des salariés (la satisfaction de ses dirigeants en est la preuve), il s'attaque maintenant aux prestations versées aux privés d'emplois, et aux retraites. En vue, une nouvelle réforme du régime d'ici à fin 2013, un gel des pensions qui ne seraient plus revalorisées en fonction de l'évolution des prix, voire même diminuées (cela a bien été fait dans d'autres pays européens), et un gel de la valeur des points pour les complémentaires Arrco/Agirc. Retraités d'aujourd'hui et de demain risquent donc d'être une nouvelle fois fortement impactés s'ils ne se mobilisent pas fortement et massivement. Nous le savons, certaines organisations syndicales sont prêtes à signer tout et n'importe quoi...

Ces mesures drastiques seraient rendues nécessaires par la situation dramatique dans laquelle se trouverait notre pays en raison de la crise. Ce serait donc aux salariés, actifs et retraités, de faire encore un effort. Mais a-t-on demandé aux actionnaires de renoncer à une partie de leurs substantiels dividendes ? Et n'a-t-on pas trouvé des centaines de milliards pour « sauver » les banques ?

Confrontés à la même problématique, le peuple islandais a pris ses affaires en main.

L'Islande est le seul pays européen à avoir rejeté par référendum le sauvetage des banques privées : après de fortes manifestations, le premier ministre a démissionné, les banquiers véreux et les responsables de la crise ont été emprisonnés ! Les banques ont été nationalisées et les citoyens ont décidé de ne pas payer les dettes auprès des banques de Grande Bretagne et

des Pays Bas. Pour les décisions fondamentales de l'économie, des référendums ont été organisés. Puis 25 citoyens élus par le peuple souverain ont élaboré une nouvelle constitution.

Pourquoi nos médias, si empressés à parler de ce qui se passe en Égypte, en Syrie, en Libye ou ailleurs, n'ont-ils rien dit sur ce qui se passe en Islande ? Ont-ils peur que les citoyens européens s'inspirent de cet exemple ?

Pourtant le peuple islandais a donné une leçon de démocratie au reste du monde et fait une nouvelle fois la démonstration que lorsque le peuple se met en marche les gouvernements sont contraints d'en tenir compte. A noter que, depuis trois ans, l'Islande connaît un taux de croissance annuel de plus de 2 %....

**Il est temps, en France,
de mettre en place
une vraie politique de
gauche, qui réponde
aux besoins des salariés !
Les richesses doivent revenir
à ceux qui les créent
et non à la finance !**

Sommaire

- 1 . L'édito
- 2 . L'action
- 3 . L'information
- 4 . L'orga/la vie des sections

**Campagne
Pouvoir
d'achat :
C'est parti !**



Le 4 pages, dont nous annonçons la sortie dans notre numéro de janvier, est arrivé dans les UD. Il re-

prend, pour rétablir la vérité, quelques idées reçues (telles que celle qui voudrait que les retraités soient des nantis), rappelle les réformes et les régressions qui ont causé, et causent encore, une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des risques sur leur santé. Il revient sur nos revendications, notamment celle d'un système fiscal solidaire, plus juste et plus efficace. **LA RETRAITE, NOUS VOULONS LA VIVRE DIGNEMENT !**

PETROPLUS, GOODYEAR, SANOFI, PECHINEY ALCAN...,
ainsi que PSA, Renault, Virgin, ArcelorMittal... Partout,
les travailleurs continuent la lutte pour défendre leur outil de
travail.

**Mobilisons-
nous
contre la
fermeture
des
laboratoires
de proximité**

Dès août 2011 nous attirons l'attention sur la réforme des laboratoires de biologie médicale qui va conduire à ce que ces labs ne soient plus que des centres de prélèvements, les analyses étant effectuées, de façon industrielle, en d'autres lieux, parfois très éloignés. Risques sur la fiabilité et le délai d'obtention des résultats, risques aussi de perte de prélèvements, danger pour la santé des patients, réduits à de simples codes-barres. La réforme, promulguée sans débat par Sarko-

zy, conduit à l'industrialisation et à la financiarisation de l'activité de biologie médicale, avec des conséquences graves sur la santé du patient et sur l'emploi. Plus de 500 000 signataires de la pétition :

www.toucheapasamonlabo.com



Campagne contre « l'accord pour l'em- ploi » : Intervenons pour changer la donne, il y a urgence !

La Confédération met à la disposition des syndicats un 4 pages (voir aussi le dossier complet sur le site internet de la Fédération) pour leur permettre d'intervenir contre la ratification, par le Parlement, en mai, d'une loi reprenant les éléments de l'accord signé par des organisations syndicales minoritaires, à la grande satisfaction du Medef qui en exige la mise en application complète et immédiate.

Congrès confédéral

Les textes relatifs au Congrès fait pas suffisamment état de la situation et des revendications des syndiqués retraités. Ceux-ci représentent pourtant un poids important dans la CGT et leur voix doit être entendue de la même façon que celle des actifs.

(qui se tiendra, à Toulouse, du 18 au 22 mars), peuvent être consultés sur le site de la CGT. Les amendements au document d'orientation doivent être transmis, **avant**

le 22 février, par les syndicats. De l'avis de l'UFR-FNIC, ce document ne



Journée internationale de la lutte des femmes

On pourrait penser que célébrer aujourd'hui encore, dans l'Europe du 21^{ème} siècle, la lutte des femmes autrement que pour rappeler son histoire, est hors de propos : n'ont-elles pas obtenu le droit de vote, le droit à l'avortement, ne sont-elles pas les égales des hommes ?

En fait, rien n'est moins vrai et les revendications sont encore nombreuses ! Ne prenons que la question du salaire : à travail égal, celui des femmes est encore inférieur de 20 % en moyenne à celui des hommes, et ceci a bien entendu une incidence sur le montant de leurs pensions de retraite. Les femmes retraitées sont doublement, triplement pénalisées : leur retraite est en moyenne de 38 % inférieure à celle des hommes, du fait de leur rémunération inférieure d'une part, du fait aussi de leur carrière incomplète en raison de maternités, du fait également qu'elles sont nombreuses à n'avoir eu que des postes à temps partiel.

La lutte des femmes, en Europe, est plus que jamais d'actualité : le 8 mars, distribuons largement le 4-pages de l'UFR !



Loi Nome (Nouvelle Organisation du Marché de l'Energie) : un mauvais coup de plus contre le service public de l'électricité.

Cette loi entre en application, elle oblige EDF à céder une partie de sa production, au prix coûtant, à des opérateurs financiers, qui ne produisent pas d'énergie et qui vont la revendre avec des bénéfices substantiels !

Pour le consommateur, des augmentations significatives de tarifs sont à attendre. Nous avons eu l'exemple du prix du gaz avec l'entrée dans le capital de GDF de Suez...

Le service public de l'énergie est peu à peu démantelé, et on peut craindre que les plus démunis n'y aient plus accès. Il faut faire du droit à l'énergie un droit fondamental et créer un service minimum universel. De plus EDF veut nous imposer ses nouveaux compteurs électroniques, coût 300 euros pour le particulier : il faut le refuser et surtout **ne rien signer** même le refus de cette pose.

L'Agenda

- Conseil National le 14 février 2013
- Congrès confédéral du 18 au 22 mars 2013
- Conseil National le 25 avril 2013

Assemblées générales



● Compte rendu : Assemblée de Rentrée des retraités « Plateau Vallée » de Lanne-mezan

Cette réunion, qui s'est déroulée le 30/01/2013, a regroupé une dizaine de syndiqués soit environ la moitié de nos troupes. Comme d'habitude, nous avons invité des représentants des retraités cheminots ainsi que d'EDF. Les débats ont surtout porté sur les difficultés liées au pouvoir d'achat, l'accès aux soins ainsi que sur la dégradation inquiétante de notre tissu industriel. La grande majorité des présents a souligné le

décalage entre les propositions du candidat Hollande et la réalité du terrain. **Il est indispensable de préparer une action d'envergure afin de réorienter le Gouvernement sur une politique vraiment de gauche.** Nous avons également parlé du 50ème Congrès confédéral mais sans approfondir vraiment car aucun de nos syndiqués n'avait été en possession du document d'orientation. Enfin eut lieu la remise des cartes et, signe des temps, deux couples, compte tenu des difficultés financières, n'ont pris qu'une seule carte...

● Compte rendu : Assemblée générale de la section Retraités et Prérétraités CGT Dun-lop Montluçon

Cette réunion s'est tenue le 17 janvier 2013 au restaurant d'entreprise. 33 syndiqués étaient présents sur une assemblée de 40 personnes. Le rapport moral a été présenté par Bernard Georgeton, secrétaire de la section syndicale. La Fédération de la Chimie était représentée par Christian Delage, membre du Conseil national de l'UFR. Le Secrétaire général de l'UL, un membre de la CE de l'USR Allier, deux responsables du syndicat des actifs étaient également présents, ainsi qu'une responsable de la Mutuelle Familiale d'Auvergne.

Le débat s'est engagé sur les différentes luttes de l'année 2012, avec beaucoup

d'échanges sur les différentes mesures d'un Président de la République et d'un Gouvernement se disant de gauche, avec la complicité d'un patronat de plus en plus virulent. Il ne faut pas retomber dans les travers de 1981. **Avec la CGT nous devons combattre tous les mauvais coups que l'on nous prépare, il n'y aura que le rapport de force qui nous fera gagner.**

La continuité syndicale se fait correctement : nous avons invité des camarades non syndiqués, partis en retraite, un est venu nous rejoindre. Par contre, 4 syndiqués ayant un âge très avancé et souffrant nous ont quittés (l'un est décédé).

Après une petite modification du Bureau, l'Assemblée générale s'est terminée par un apéritif et un repas fraternel.